



# FORUMS TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES TRANSPORTS ROUTIERS

CONSTRUIRE AUJOURD'HUI L'AVENIR  
DANS LA CONCERTATION

Année 2020

## FTE 2020 – chiffres clés

**8**  
étapes

**30**  
intervenants

**22**  
parlementaires

**31**  
élus locaux (régions, métropoles, EPCI, villes)

**49**  
collectivités représentées

**42**  
entreprises transporteurs de personnes  
ou de marchandises

**370**  
participants aux forums

## Comptes-rendus & replays

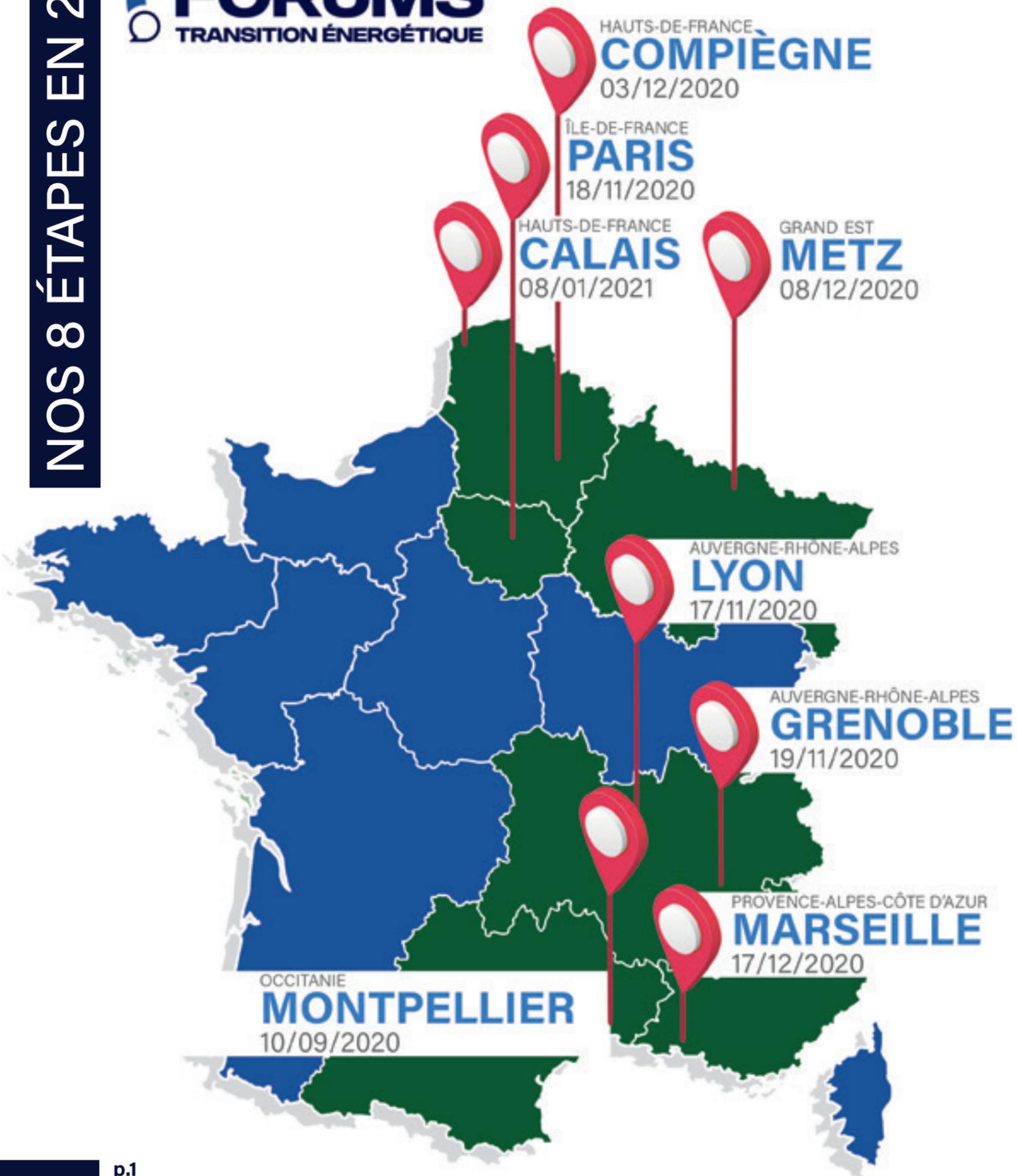
Retrouvez les comptes-rendus et visionnez les 8 étapes des forums en images :  
[www.scania.fr/fte](http://www.scania.fr/fte)



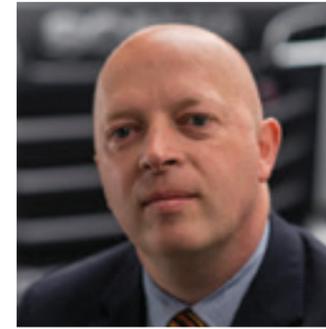
Journal compte rendu des Forums Transition Energétiques des Transports routiers 2020  
Scania France - ZI d'Ecouflant, 2 boulevard de l'Industrie, 49001 Angers cedex 01, France  
Directeur de la rédaction : Gilles Baustert - 02 41 41 33 19 - gilles.baustert@scania.com

Photos : Droits réservés – Conception visuelle et rédaction : Com'Publics.  
Impression sur papier recyclé





**Koen KNOOPS**  
PDG de Scania France



La crise que nous traversons collectivement nécessite de révolutionner et de réinventer nos modèles de déplacements. Groupe européen présent dans plus de 100 pays à travers le monde, Scania développe son savoir-faire depuis 1891. Il est par définition en première ligne concernant les grands défis planétaires que nous devons relever. Un défi sanitaire, pour améliorer la qualité de l'air, alors même que la France a déjà provisionné dans son budget les amendes qu'elle devra régler dès l'année prochaine à Bruxelles, et que les Zones à Faibles Emissions mobilités (ZFE-m) sont appelées à se multiplier dans les agglomérations

de plus de 100 000 habitants d'ici 2024.

Défi environnemental bien sûr, à la suite des Accords de Paris, qui nous obligent à réduire de 50% nos émissions de gaz à effet de serre tous les 10 ans d'ici à 2050, pour maintenir le réchauffement climatique à un niveau acceptable de +1,5°C. Les résultats ne sont malheureusement pas à la hauteur de nos engagements, et il nous faut les intensifier dans les années à venir.

Défi économique, enfin, alors même que nous traversons une crise sans précédent, et qu'il est indispensable de faire de la transition énergétique un levier des plans de relance qui se mettent en place pour sauver nos emplois, et déjà s'orienter vers ceux qui nourriront nos enfants.

Ces défis sont dans les gènes du groupe Scania depuis sa création. En France, forts d'une centaine de points de vente et de service, nous bénéficions d'une usine d'assemblage à Angers (49), qui inaugurée en 1992, compte aujourd'hui plus de 700 collaborateurs et qui malgré la crise, va encore renforcer dans les mois à venir ses effectifs de plus de 250 personnes. Le Groupe Scania est leader dans les solutions de décarbonation auxquelles les chargeurs, collectivités et transporteurs de voyageurs et de marchandises peuvent avoir recours ici et maintenant. Efficacité énergétique, Transports intelligents, Carburants alternatifs sont les 3 piliers sur lesquels reposent ces offres. Le maillage de notre réseau à travers la France nous donne toute légitimité pour aller à la rencontre des collectivités et des entreprises locales, d'être à l'écoute de leurs attentes, et de coconstruire les solutions vers une mobilité plus respectueuse de l'environnement, de la santé publique, en accord avec le nécessaire rayonnement économique des territoires.

Après avoir organisé 5 étapes en 2019 (Paris, Lyon, Strasbourg, Marseille, Bordeaux) pour renforcer ce lien territorial, nous avons organisé 8 Forums de la Transition Écologique des transports routiers à la rencontre de 6 régions : Ile-de-France (Paris), Auvergne-Rhône Alpes (Lyon & Grenoble), Hauts-de-France (Compiègne & Calais), Sud PACA (Marseille), Grand Est (Metz) et Occitanie (Montpellier). Ce ne sont pas moins de 30 intervenants, décideurs publics - privés, qui ont réuni plus de 370 participants. Ils nous ont fait part au travers de ces échanges de la diversité des actions mises en place dans les territoires pour relever ensemble ces défis, et des actions envisagées dans le cadre des plans de relance pour assurer cette nécessaire transition énergétique des transports routiers.

L'enjeu était de faire dialoguer des acteurs politiques (parlementaires, élus régionaux et locaux) mais aussi des techniciens, des transporteurs, pour évoquer collectivement les carburants alternatifs, les liens avec les productions d'énergies renouvelables locales, les solutions d'électrification des véhicules ou encore de digitalisation qui permettent également des gains importants sur le plan économique et écologique. Nous croyons résolument que l'union fait la force sur ces sujets : l'Europe, qui impulse ce nouveau modèle avec le Green New Deal, le Plan de relance national annoncé par l'Etat et complété par des plans de relance régionaux, les instruments fiscaux portés par les parlementaires, et bien sûr les écosystèmes développés par les territoires, tant par les entreprises locales que les pouvoirs publics.

Vous trouverez retranscrite dans ces pages toute l'implication de ces acteurs pour relever ensemble ces défis : distributeurs et collègues chez Scania, que je remercie à nouveau pour ce relai qu'ils assurent chaque jour avec les territoires et avec nos clients, transporteurs et chargeurs qui investissent concrètement dans cette décarbonation, et bien sûr les pouvoirs publics, parlementaires et élus locaux, qui, vous le verrez au travers de ce document de synthèse, mettent en place chaque jour des actions concrètes pour réussir cette transition vers une mobilité durable, pour tous.



# Vers une Région positive en énergie et un accompagnement des transporteurs dans la transition

*Les ambitions de la région Occitanie en matière de transition énergétique dans la mobilité, complètent les ambitions des acteurs économiques locaux et des impulsions inscrites par le Plan de relance, et la Métropole de Montpellier, tout comme l'agglomération d'Alès, mettent en œuvre des politiques en accord avec les richesses de leurs territoires. Le biocarburant avancé ED95 produit à partir de résidus viniques fait partie de ces solutions.*



## Jean- Luc Gibelin

*Vice-président délégué aux transports et aux mobilités de la région Occitanie  
Représentant de Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie*

**« La région aide les collectivités qui expérimentent les carburants alternatifs .»**

En représentation de **Carole Delga**, **Jean- Luc Gibelin**, est intervenu par une vidéo en faisant état des expérimentations régionales en matière de transition énergétique. Il a notamment évoqué les éco-chèques mobilité qui aident à l'acquisition des voitures électriques / hybrides rechargeables pour les particuliers. Pour

déployer d'autres initiatives sur les transports routiers, la région souligne l'intérêt du Plan de relance qui consolidera les projets régionaux, notamment en direction du BioGNV et de l'hydrogène vert.



## Julie Frèche

*Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, chargée des transports et des mobilités*

**Julie Frèche** suggère la continuation d'un travail le plus collectif possible dans cette ambition commune de la lutte contre le réchauffement climatique. La volonté de la Métropole de réduire le trafic des véhicules dans le périmètre de l'agglomération s'accompagnera d'incitations vers les nouveaux carburants. Des expérimentations sont conduites sur l'électrique, l'hybride, le bio GNV,

**« Nous évaluons la pertinence de mettre en place des incitations pour les transporteurs qui font le choix de la transition énergétique. »**

l'hydrogène et le bioéthanol, concernant la flotte de la collectivité, qui souhaite être exemplaire sur le sujet. Enfin, elle se dit prête à poursuivre les échanges avec les industriels engagés dans cette démarche vertueuse, afin d'évaluer avec eux les conséquences des politiques publiques mises en place par la Métropole.



## Christophe Rivenq

*Président d'Alès Agglomération, et Conseiller régional d'Occitanie*

La solution viendra des territoires, affirme **Christophe Rivenq**. À l'échelle de l'Agglomération d'Alès, le bien-être environnemental se traduit aussi par des mesures d'apaisement de la circulation. Dans les territoires de taille intermédiaire, il rappelle que la voiture reste la solution la plus utilisée par les ménages. La solution du covo-

**« Nous changeons prochainement de DSP pour les bus. Nous avons intégré la transition énergétique du matériel dans le cahier des charges. »**

inage public doit en ce sens être développée. Enfin, il soutient le Plan de relance et le lien entre la production d'énergies renouvelables locales, photovoltaïques ou hydrauliques, et la production d'hydrogène vert qui peut être utilisé dans les transports locaux.



## Franck D'Herbomez

*Directeur de la distillerie de Vauvert, Groupe UDM*

Pour **Franck D'Herbomez**, la question des budgets et des moyens engagés est pour lui primordiale afin d'accélérer le processus de décarbonation de nos environnements au travers des solutions alternatives et innovantes. Pour se faire, l'État et les régions doivent donner l'impulsion pour la fabrication, la distribution et l'utilisation de l'ED95 local, biocarburant avancé produit à partir de résidus viniques, qui favorise l'économie circulaire et la transition énergétique des transports régionaux. Alors que la Nouvelle Aquitaine a

**« Nous fabriquons l'ED95 dans le Gard à partir de déchets viniques. Il est notamment utilisé dans des cars scolaires. »**

mis en place des aides pour combler la différence de Total Cost Ownership (TCO) des véhicules pour les transporteurs et l'installation de stations ED95 dédiées à leurs flottes, il s'interroge sur les incitations mises en place uniquement pour le GNV ou l'hydrogène en Occitanie, rappelant que la filière viticole occitane souffre elle aussi de la crise sanitaire, et qu'elle verrait dans ce nouveau débouché commercial un complément de revenus bienvenu pour la filière.



## La région Auvergne-Rhône-Alpes porte l'ambition d'une décarbonation progressive et innovante – étape de Lyon

*L'environnement et l'économie sont deux priorités pour faire émerger de nouveaux usages, et de nouveaux carburants plus vertueux. Les efforts de recherche et développement portés par les acteurs économiques, notamment sur le numérique, aident à accompagner cette transition.*



### Marie-Noëlle Battistel

Députée de l'Isère

**« Avec les bus BioGNV, on obtient une réduction de 75% des émissions de CO<sub>2</sub>. »**

Marie-Noëlle Battistel, Députée de l'Isère, estime que seul un soutien à la filière des transports routiers dans sa globalité sera efficace, puisque l'on fait face à une pluralité d'entreprises : des grosses entreprises de portée internationale et des TPE et PME. Ces dernières maillent le territoire. L'élue pense notamment aux entreprises de transports scolaires si structurantes dans le trans-

port de personnes. 240.000 élèves sont quotidiennement transportés, ce qui est un levier en matière de transition énergétique des territoires. Il faut aussi s'appuyer sur la loi d'orientation des mobilités (LOM) qui comprend une ambition en matière de transition énergétique dans les transports routiers, de façon à encourager les nouvelles mobilités peu ou non polluantes.



### Paul Vidal

Conseiller régional

**« Nous investissons dans la méthanisation et l'hydrogène pour produire notre énergie verte sur le territoire. »**

Le conseiller régional Paul Vidal rappelle que le rôle de la Région est de soutenir les entreprises sur ces sujets de transition et d'adaptation aux nouvelles normes. À titre d'exemple, la région peut acheter un véhicule pour son compte et faire une forme de marché un peu différent que ce qui est communément pratiqué ailleurs,

l'objectif étant de dégager des marges de manœuvres financières pour les plus petites entreprises. Sur les nouveaux carburants, des investissements conséquents sont faits en direction de l'hydrogène notamment, et d'une filière bioGaz portée par GNVolontaire avec l'ADEME régional.



### Rémi Berger

Directeur Innovation, CARA-European Cluster for Mobility Solutions

**« La transition énergétique doit s'opérer tout en gardant à l'esprit les contraintes économiques des transporteurs. »**

Rémi Berger, Directeur Innovation chez CARA-European Cluster for Mobility Solutions, souhaite que les acteurs qui s'engagent dans ce changement de modèle ne subissent pas trop les lois de la rentabilité économique. L'objectif est d'oser projeter le plus loin possible cette nouvelle filière afin de l'orienter vers des modèles

viables. Les seuls critères de rentabilité fondés sur le coût ne devraient pas être un frein au déploiement des énergies vertes, notamment lorsqu'il s'agit de marchés publics, véritables leviers de développement pour nos entreprises. Le numérique s'avère être aussi un levier pour réduire les externalités dues aux mobilités.



### Émilie Lacroix

Directrice performance opérationnelle, Transdev

**« Il n'y a pas de solution standard : il y a un mix énergétique à adapter à chaque territoire. »**

L'opérateur de la mobilité Transdev, représenté par Émilie Lacroix, Directrice performance opérationnelle, souhaiterait voir naître davantage de synergies entre entreprises sur ces sujets de la décarbonation des mobilités. Les plus grandes entreprises devant aider les plus petites dans le développement d'une mobilité durable et plus inclusive. L'heure est vraiment à la coordination et à la mutualisation des énergies, dans ce contexte contraint et inédit. Elle cite en exemple la

filiale rétrofit, c'est-à-dire de transformation de véhicules thermiques en véhicules électriques (à batterie ou à pile à combustible), qui constitue pour elle un excellent levier pour le déploiement d'une mobilité hydrogène régionale dans les années à venir. Elle rappelle qu'aujourd'hui, Transdev accompagne les territoires en fonction de leurs usages, par exemple en Savoie avec des lignes exclusivement au gaz ou à l'électrique.





## Premiers effets de la Zone à Faibles Émissions de la Métropole de Grenoble

*La Ville de Grenoble a été la première à mettre en place une Zone à Faibles Émissions dès 2017, de façon progressive, pour aujourd'hui couvrir tout le territoire de la métropole. Pour accompagner cette mise en place, elle a souhaité également accompagner ces concitoyens à se tourner vers le mix*



### Guillaume Gontard

*Sénateur de l'Isère*

**Les Zones à Faibles Émissions ont fait leurs preuves à Grenoble et elles doivent être étendues à tout le territoire**

**Guillaume Gontard**, Sénateur de l'Isère, nous a fait part de ses ambitions de voir émerger une transition énergétique la plus ambitieuse possible. Il a rappelé que la mise en place de la Zone à Faibles Émissions sur la Métropole de Grenoble était une réussite. La clef de son succès repose principalement dans son acceptation, c'est pourquoi elle doit être mise en place de façon progressive et en concertation avec toutes les parties prenantes. Au titre des

réalisations significatives pour la Métropole de Grenoble, figure ainsi l'inauguration de la première station GNV, ouvrage réalisé en lien avec le Syndicat Mixte de Transports en Commun de l'agglomération grenobloise (SMTC). Ce carburant revêt l'avantage d'être moins polluant surtout quand il est couplé à la méthanisation des déchets. L'objectif est de développer une économie circulaire dans la mobilité.



### Vincent Fristot

*Maire adjoint de Grenoble en charge de la transition énergétique*

**Vincent Fristot**, Maire adjoint de Grenoble en charge de la transition énergétique a rappelé que depuis qu'Éric Piolle préside aux destinées de la ville, les élus admettent que les nouveaux usages de la collectivité en termes de transition énergétique et de pédagogie collective ont pris une place incontournable dans les politiques entreprises par la ville. Ainsi, la question du renouvellement

**« On est pragmatiques, on ne change pas du jour au lendemain un parc de véhicules. Il faut adopter une stratégie de transition. »**

du parc de la ville de Grenoble en faveur de véhicules décarbonés est une priorité. Par ailleurs, en sa qualité de président de Gaz Électricité de Grenoble, l' élu souhaite aussi investir dans un parc de stations GNV pour camions, autocars et autobus. Pour sortir d'un monde carboné, la solution passera par un éventail de solutions énergétiques larges.



### Catherine Kamowski

*Députée de l'Isère*

**Catherine Kamowski**, Députée de l'Isère a souligné le nécessaire dialogue entre les échelons décisionnels locaux et nationaux pour organiser la mobilité de demain. L'échelon intercommunal est le niveau d'exécution politique qui permet aux élus une mutualisa-

**« Les flottes des collectivités permettent d'amorcer les changements de carburant des véhicules. »**

tion des moyens afin de dégager des marges de manœuvres financières pour verdir les parcs roulants, tout en assurant un réseau d'avitaillement intéressant.

**Gilles Baustert**, Directeur des relations institutionnelles Scania France, et modérateur de ces forums, conclue en rappelant les exemples d'utilisation d'énergies renouvelables utilisées en Région Rhône-Alpes, notamment sur le BioGNV, et de la nécessité

d'exemplarité des collectivités pour verdir les flottes. Ce sont des points encourageants vers une transition énergétique réussie de nos transports dans les années à venir.



## Île-de-France : trouver un équilibre urbain / rural pour une transition énergétique juste

**Un an après avoir adopté la loi d'orientation des mobilités (LOM), la crise sanitaire que nous traversons grève d'autant les finances des autorités organisatrices de la mobilité (AOM).**

**La Région Île-de-France organise la mobilité dans des territoires très denses, mais également ruraux, et ce dans un contexte où la Métropole du Grand Paris et la Ville de Paris mettent en place des Zones à Faibles Émissions.**



### Laurianne Rossi

Députée des Hauts-de-Seine, Questeuse de l'Assemblée Nationale, Présidente du Conseil National du Bruit

**« Les actions entreprises pour la transition énergétique du parc permettent également de lutter contre le bruit, dont le coût social est de 57 milliards par an. »**

Laurianne Rossi rappelle que les actions en faveur de la transition énergétique des transports permettent également de diminuer de manière significative les nuisances sonores, qui coûtent à la société plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Il faut poursuivre les efforts entrepris dans la LOM pour permettre l'avitaillement en

énergies alternatives dans tous les territoires : GNV, électricité, hydrogène. Toutes les solutions doivent être mises à disposition des transporteurs afin de diminuer non seulement l'impact sanitaire et sonore de nos transports, mais également la facture pour les finances publiques.



### Guy Lebras

Directeur général, GART

**« Avant de penser au verdissement des flottes, les AOM doivent survivre financièrement à la crise. »**

Guy Lebras souligne que les politiques de transports et la transition énergétique devraient être gérées au même niveau que les fonctions régaliennes de l'Etat (Défense, affaires étrangères, justice, finances, intérieur) tant elles influent sur le quotidien de nos concitoyens. Les politiques publiques engagées en ce sens

ne devraient pas être soumises selon lui aux arbitrages de Bercy. Avec la crise sanitaire, les autorités organisatrices de la mobilité, pourtant engagées dans le renouvellement de leurs parcs roulants, ne peuvent plus financer cette transition énergétique.



### Jean-Philippe Dugoin-Clément

Vice-président du Conseil Régional d'Île-de-France en charge de l'environnement et du développement durable, Maire de Mennecy, premier vice-président de l'AMIF

**« Après un investissement massif d'1 milliard d'euros, la Région met en œuvre son contrat de Plan pour une économie et une relance vertes. »**

Jean-Philippe Dugoin-Clément souscrit totalement à cette approche. Si Île-de-France Mobilités est parvenue à compenser les pertes du versement transports grâce à son poids politique et financier, les agglomérations de province de plus petite taille n'ont pas eu le

même traitement. Si l'Etat juge en effet que ces questions sont prioritaires, il devrait décider de sortir les investissements environnementaux des dépenses des collectivités.



### Damien Pichereau

Député de la Sarthe, vice-président de la commission développement durable et aménagement du territoire, co-rapporteur de la loi d'orientation des mobilités

**« Le suramortissement issu du rapport sur la logistique que m'a confié le Gouvernement permet de gommer la différence entre véhicules à énergie alternative et véhicules diesel. »**

Le député Damien Pichereau, co-rapporteur de la loi d'orientation des mobilités, propose de son côté la mise en place d'aides fiscales afin de faire en sorte que les TCO (Total Cost Ownership) des véhicules soient

proportionnels à leurs émissions polluantes (CO<sub>2</sub> et polluants locaux), ce qui permettrait de faire de la mobilité durable et du développement durable de véritables forces pour la relance de l'économie.

Gilles Baustert félicite les intervenants franciliens des actions mises en place tant au niveau parlementaire que local pour orienter le plus grand nombre vers la nécessaire transition énergétique de nos transports routiers : exemplarité dans les parcs roulants, soutien régional, national et européen à la relance... Il s'agit d'orienter le monde d'après vers des transports de personnes et de biens en phase avec les défis environnementaux et sanitaires que nous relevons tous.



## Hauts-de-France : la troisième révolution industrielle au service de la relance de l'économie régionale

*Héritière d'un riche passé industriel, la région souhaite s'appuyer sur le savoir-faire et ses infrastructures pour avancer vers la 3<sup>ème</sup> Révolution industrielle. Cette impulsion régionale entrainera avec elle les collectivités via notamment un plan de soutien au développement de la mobilité décarbonée, sur l'électrique, le biogaz, ou l'hydrogène.*



**Carole Bureau-Bonnard**

*Députée de l'Oise*

**« L'aspect énergétique de la LOM ne doit pas être oublié. »**

Pour la Députée de l'Oise, **Carole Bureau-Bonnard**, l'adoption de la LOM en décembre 2019 est une étape majeure dans cette transition de modèle. L'important pour parvenir à cette transition de manière sereine consiste à associer le plus possible les acteurs économiques territoriaux et les politiques pour réussir ensemble cette révolution. Le Plan de relance, historique, trouvera à s'appli-

quer dans les territoires auprès des porteurs de projets responsables. Enfin, en sa qualité de Présidente du groupe d'études des voies navigables et transports multimodaux - canaux, elle souhaite que se développent davantage d'interactions entre les modes de transports fluviaux et routiers, ces derniers étant selon elle particulièrement utiles sur les derniers kilomètres de livraisons.



**Guislain Cambier**

*Vice-président en charge de l'Action climatique, de la prospective et des stratégies régionales d'aménagement du territoire-SRADDET*

**« Le Plan de relance est un outil précieux, notamment pour renforcer la filière de l'hydrogène vert. »**

**Guislain Cambier** a valorisé les actions des Hauts-de-France sur la transition énergétique des transports routiers. La région a notamment voté un cadre de soutien au développement de la mobilité décarbonée, qui concerne aussi bien l'électrique, le biogaz et l'hydrogène. L'idée étant d'avoir un panel de nouvelles solutions, afin de favoriser l'émergence d'un mix énergétique. L'élu estime qu'il faut tenir compte du riche passé

industriel régional afin de le transformer d'une façon plus vertueuse, pour accompagner à la fois la reconversion des salariés et la reconversion environnementale. C'est le cœur de la Troisième Révolution Industrielle lancée par la Région en faveur de l'électromobilité, du développement des énergies renouvelables, et de la limitation de l'impact carbone de l'industrie par une meilleure utilisation du numérique notamment.



**Sophie Schwarz**

*Première adjointe au Maire de Compiègne*

**« Notre intercommunalité entend aller plus loin sur les enjeux du verdissement dans les transports. »**

Afin de mettre à l'honneur les initiatives du territoire du Compiégnois, **Sophie Schwarz**, Première adjointe est intervenue sur représentation du maire de Compiègne, Philippe Marini. Ce Forum a été l'occasion de prouver que la gestion municipale et intercommunale volontaristes du territoire s'inscrivent depuis des années dans cette démarche vertueuse : coupler les modes

des transports, les rendre plus efficaces avec la mise en place d'une plateforme multimodale afin de développer l'intermodalité. Néanmoins pour parvenir à une transition plus pérenne, la collectivité attend de l'État un soutien financier plus important pour amplifier son action vers la transition énergétique des mobilités, et notamment au sein de son parc roulant.



**Pierre Vatin**

*Député de l'Oise*

**« La LOM a mis en place des dispositifs utiles aux collectivités et aux entreprises. »**

Pour le Député de l'Oise, **Pierre Vatin**, l'émergence de solutions innovantes au plus proche du territoire doit être particulièrement soutenue. Il a illustré son propos en évoquant la filière du biométhane qui renforce l'in-

dépendance énergétique du pays et permet de faire émerger une économie circulaire pérenne. Enfin, s'il se félicite de l'ambition financière du Plan de relance, il restera vigilant quant à son application.



## Hauts-de-France : une région riche de son passé industriel, tournée vers l'innovation et le numérique

*L'alliance d'un territoire industriel avec les nouvelles technologies numériques illustre ce que la région Hauts-de-France sait faire en matière de transition vers une mobilité durable. Cette révolution se traduira notamment par une meilleure maîtrise des coûts, par un mix énergétique et par le déploiement d'incitations financières.*



### Jean-Robert Deparrois

*Directeur Développement et Contract Management en région Hauts-de-France, Transdev*

**« La Mission Rev3 (50 millions d'€) portée par la région, finance des technologies et des innovations liées à la mobilité. »**

L'opérateur de la mobilité Transdev était représenté par son Directeur Développement et Contract Management en région Hauts-de-France, **Jean-Robert Deparrois**. L'opérateur souhaite construire des solutions de mobilité en lien avec le passé industriel local. En travaillant avec les autorités organisatrices, Transdev

leur propose des flottes adaptées et moins consommatrices en énergies, en fonction de leurs productions et de leurs ambitions locales. Compte tenu du contexte budgétaire contraint pour les collectivités, l'équation financière doit également être la plus maîtrisée possible afin de favoriser l'émergence d'un mix



### Fatima Massau

*Conseillère régionale dans les Hauts-de-France, et membre de la Commission chargée des transports, des grandes infrastructures de transports, de l'économie portuaire, et des affaires maritimes*

**« La région se donne tous les moyens pour être le pilote dans les nouvelles mobilités. »**

Fatima Massau a souligné qu'il n'existe pas une seule énergie d'avenir mais bien un mix de solutions pour la décarbonation dans les transports. Le déploiement de ces nouvelles solutions énergétiques ne peut se faire qu'en respectant les territoires et leur schéma énergétique. L'élu a évoqué l'ambition de décarbonation por-

tée par la troisième révolution industrielle. Des acteurs tels que le Technopôle de Transalley à Valenciennes sur les mobilités et les transports durables, permettent de donner une perspective ambitieuse et encourageante à cette décarbonation dans la mobilité régionale.



### Pierre Verley

*Adjoint au maire de Marcq-en-Barœul, en charge de la transition écologique, des systèmes d'information et de la démocratie participative*

**« Il faut pérenniser le plus possible les politiques publiques en lien avec la transition énergétique. »**

Pour **Pierre Verley**, Adjoint au maire de Marcq-en-Barœul, en charge de la transition écologique, des systèmes d'information et de la démocratie participative, également ingénieur en instrumentation, les outils numériques doivent prendre toute leur place dans la lutte contre les externalités négatives liées à nos déplacements. L'éco-conduite et les outils numériques permettent d'accompagner au mieux cette transition

nécessaire dans les transports, d'autant qu'ils permettent aux transporteurs des gains économiques non négligeables et qu'ils sont cofinancés par l'État. Aussi, il appelle de ses vœux une révolution progressive dans les usages de la mobilité, accompagnée par une politique faite d'ajustements permanents qui s'inscriront dans l'avenir.

**Gilles Baustert**, Directeur des relations institutionnelles Scania France, et modérateur de ces forums, souligne que tous les échanges organisés depuis des mois confirment que l'avenir sera au mix énergétique adapté à chacun des territoires. Les collectivités accompagnent ainsi par des investissements le mouve-

ment dans le cadre du renouvellement des flottes, le déploiement d'infrastructures de carburants alternatifs et de primes à la conversion des véhicules. L'État est également à la manœuvre dans le cadre des plans de relances, en insistant sur le fait que cette transition énergétique doit allier écologie et économie.



## La Région Grand Est : coconstruire des objectifs long terme pour décarboner totalement les transports régionaux

*Faire dialoguer les élus locaux avec des acteurs économiques, c'est toute l'ambition de la région Grand Est afin de faire naître des synergies autour de la mobilité durable. Élus locaux et nationaux confirment cette volonté de se fixer des objectifs ambitieux pour les années à venir.*



### Béatrice Agamennone

*2<sup>ème</sup> adjointe à la ville de Metz en charge de la coordination de la politique municipale en matière d'espaces publics, de mobilité et d'espaces verts et 5<sup>ème</sup> Vice-présidente à Metz Métropole en charge de la Mobilité et des transports*

**« Je crois beaucoup à cette logique de développement d'écosystèmes de mobilité locaux. »**

Béatrice Agamennone croit en une mutualisation des forces et des moyens de toutes les parties prenantes pour faire émerger la neutralité carbone dont les territoires ont besoin. En ce sens les efforts consentis par le territoire de Metz font figure d'exemples. Il est ainsi intéressant de mentionner : le développement des parkings relais, le renforcement des liaisons inter-quartiers, la mise en place

d'une navette fluviale sur la Moselle, le levier numérique est aussi développé pour offrir une information aux usagers qui soit la plus fiable possible. Sur les nouvelles sources d'énergie, l'hydrogène vert prend aussi une grande place dans les exemples de carburations déployés par le territoire de Metz Métropole.



### Mireille Gazin

*Conseillère régionale et Présidente de la Commission transports et déplacements à la région Grand Est*

**« La région va jouer son rôle d'ensemblier pour accélérer les initiatives expérimentales dans les mobilités propres. »**

Pour Mireille Gazin, la grande variété des projets et des expérimentations proposés par la région sur l'ensemble des sujets des transports et de l'énergie sont exemplaires. Il y a une réelle volonté d'accompagner toute la chaîne de mobilité, de l'industriel prônant une solution innovante, jusqu'aux usagers, en passant par

l'opérateur de transports. Elle croit en la co-construction des enjeux de la mobilité. Le SRADDET enfin, est un instrument aux mains des régions. L'ambition de ce document de planification vise à inscrire le Grand-Est comme un territoire à énergie positive à l'horizon 2050.



**Brahim Hammouche** **« En 2050, l'objectif est de devenir la première grande puissance européenne sur l'économie durable. »**

*Député de la Moselle*

Brahim Hammouche, confirme la pertinence d'établir une concertation la plus large possible pour faire émerger des solutions en faveur d'une mobilité adaptée à notre époque. La crise que nous traversons doit être celle de la réinvention de nos pratiques. Sur les nouvelles sources d'énergies, il croit au développement de l'hydrogène vert et aux innovations

dans ce secteur. Il estime malgré tout que les circuits d'approvisionnement sont encore balbutiants mais les collectivités seront au rendez-vous pour assurer ce déploiement attendu. Enfin, l'Accord de Paris s'avère être un jalon qui permettra d'appuyer ces nouveaux cycles d'innovations dans les années à venir.



### Olivier Monnot

*Directeur régional Grand Est, Transdev*

**« Malgré ce contexte, Transdev reste actif : achats de véhicules, suivi des projets de méthanisation... »**

Pour Olivier Monnot, la collaboration entretenue entre les autorités organisatrices de la mobilité et l'opérateur de la mobilité est essentielle. Transdev aide les collectivités locales à constituer leurs dossiers de subventions auprès de l'UE pour faire avancer des

projets dans la mobilité décarbonée. Plus largement l'opérateur développe un mix énergétique et de solutions en lien avec les territoires. C'est de cette maîtrise fine de l'écosystème local que des solutions vertueuses peuvent ainsi émerger plus facilement.



# Les innovations numériques et le mix énergétique pour des transports durables en PACA

*Pour cette étape Marseillaise, la question de l'usage et de l'optimisation des données numériques a été abordée. France Mobilités agit à l'échelle nationale en soutien des initiatives des territoires.*



## Axelle Astouric

*Responsable communication et innovations - Transdev, région Sud*

**« Transdev accompagne les collectivités locales et la question environnementale est adaptée en fonction de chacune d'elles. »**

**Axelle Astouric**, Responsable communication et innovations chez Transdev en région Sud, a souligné le contact permanent de Transdev avec les autorités organisatrices de la mobilité. L'opérateur inscrit son action au plus près du terrain pour permettre ainsi l'émergence d'une mobilité plus respectueuse de l'environnement. Le mix énergétique est une des pierres angulaires

dans le déploiement d'une mobilité décarbonée, en accord avec les productions énergétiques des territoires (méthanisation, énergies renouvelables...). Un bon usage des données numériques afin d'optimiser les flux de passagers permettra également une limitation importante de l'impact environnemental de nos transports.



## François-Michel Lambert

*Député des Bouches-du-Rhône, Président de l'institut de l'économie circulaire*

**« L'une des solutions pour maîtriser notre empreinte carbone sera de mieux rationaliser nos déplacements. »**

**François-Michel Lambert**, Député des Bouches-du-Rhône, Président de l'institut de l'économie circulaire, s'est exprimé sur la nécessité de limiter les flux tant de personnes que de marchandises. Cette mesure permettrait à terme de faire face aux défis environnementaux et sanitaires. Il a également souligné l'importance des datas, qui doivent être des outils au service de l'élabo-

ration des schémas de la mobilité de demain, tant des personnes que des marchandises. Elles doivent nous permettre de mieux comprendre les usages et ainsi de nous adapter aux nouvelles exigences formulées par cette crise que nous traversons collectivement. Les données offrent une quantité d'informations qui permettent d'optimiser les flux transportés.



## Jean-Marc Zulesi

*Député des Bouches-du-Rhône, Co-président de France Mobilités*

**« La LOM est une boîte à outils pour la mobilité durable, à nous d'assurer le service après-vote. »**

Pour **Jean-Marc Zulesi**, Député des Bouches-du-Rhône, Co-président de France Mobilités, la Loi d'Orientation des Mobilités est une loi majeure du quinquennat qui constitue une palette de solutions pour construire une mobilité plus verte. Les outils qu'elle contient sont nombreux et directement destinés aux territoires. Les Zones à Faibles Émissions en sont un bel exemple. France Mobilités est conçue

comme une plateforme qui relie les interlocuteurs avec les grands services de l'État et notamment la (DGITM). Ce portail numérique est un guichet unique qui recense toutes les aides disponibles en lien avec la mobilité. Enfin, et plus récemment, il a soutenu le Plan de relance qui offre de véritables opportunités en faveur d'une transition écologique de nos transports, au service des emplois d'aujourd'hui et de demain.

**Gilles Baustert** souligne qu'aucune énergie ne se substituera intégralement aux autres. Il s'agit par ailleurs d'imaginer l'aménagement des territoires de demain. Il remercie les panélistes du forum car leurs

interventions orientent le monde d'après vers des transports de personnes et de biens davantage en adéquation avec les défis environnementaux et sanitaires que nous devons collectivement relever.

